

GARBER, Peter M. (dir.). *The Mexico-U.S. Free Trade Agreement*. Cambridge (Mass.), The MIT Press, 1993, 324p.

Jean-François Fortin

Volume 26, numéro 1, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703438ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703438ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Fortin, J.-F. (1995). Compte rendu de [GARBER, Peter M. (dir.). *The Mexico-U.S. Free Trade Agreement*. Cambridge (Mass.), The MIT Press, 1993, 324p.] *Études internationales*, 26(1), 193–195. <https://doi.org/10.7202/703438ar>

(p. 130). Les formes complexes de la compensation et du troc sont ensuite exposées. Tout ceci débouche sur deux chapitres de propositions pour des formes alternatives de commerce et d'assistance. Ceci nous entraîne dans le monde des organisations alternatives de commerce dont l'objectif est de lier directement producteurs directs et consommateurs finals dans une relation équitable, permettant aux producteurs d'accroître leur valeur ajoutée. Il conviendrait d'aller plus loin en établissant un système multilatéral de paiements liant les réseaux du commerce alternatif, de sensibiliser davantage les consommateurs pour que ceux-ci privilégient les produits achetés aux producteurs directs. Enfin la protection de l'environnement devrait être incorporée à ces efforts.

L'ouvrage est un plaidoyer passionné et que l'on peut trouver utopiste, quoique l'auteur se défende d'être un Don Quichotte. Il a le mérite de faire connaître des initiatives et organismes dont on parle peu. Il est aussi très pédagogique, à un niveau grand public (l'auteur est un professionnel de la formation des adultes), notamment pour exposer des questions complexes comme le troc financier (le *switch*) ou les marchés des futures de matières premières.

Marie LAVIGNE

Faculté de droit, d'économie et de gestion
Université de Pau, France

The Mexico-U.S. Free Trade Agreement

GARBER, Peter M. (dir.). Cambridge (Mass.), The MIT Press, 1993, 324p.

Le titre de cet ouvrage collectif ne manquera pas d'étonner certains

lecteurs qui seront d'ailleurs surpris en constatant que le Canada est totalement absent de cette étude. D'abord, il faut savoir qu'une conférence, tenue à l'Université Brown au mois d'octobre 1991 sur l'accord de libre-échange envisagé entre les États-Unis et le Mexique, se trouve à l'origine de cet ouvrage. Or, la préparation de cette recherche a débuté bien avant l'adhésion du Canada aux négociations en vue de l'ALENA. D'autre part, le titre pourrait laisser penser que l'ouvrage donne une vue d'ensemble sur les dimensions politiques, économiques et juridiques de l'accord de libre-échange nord-américain. Au contraire, dans une tout autre optique, les contributions qui sont toutes le fait d'économistes adoptant la méthode propre à la science économique, s'emploient ici à calculer l'impact de la libéralisation du commerce entre les États-Unis et le Mexique dans les secteurs les plus susceptibles de bénéficier des libéralisations.

La première des trois parties de l'ouvrage évalue comment les sources d'avantage comparatif entre les deux pays pourraient affecter leur économie. Selon les auteurs, deux sources principales d'avantage comparatif mexicain peuvent être identifiées: la réglementation en matière environnementale et les faibles salaires mexicains. En ce qui concerne la réglementation environnementale, il ressort de l'analyse conduite par Gene Grosman et Alan Krueger que l'asymétrie dans la réglementation environnementale entre les deux pays est un faible déterminant de l'avantage comparatif en rapport aux coûts des salaires. Ainsi, les industries les plus intensives en capital et qui sont à

la fois les plus polluantes sont susceptibles de se déplacer vers les États-Unis réduisant par le fait même la pollution au Mexique. De plus, ces chercheurs, dans leur analyse de la relation existant entre la qualité de l'air et la croissance économique, ont découvert que dans un pays où le PNB *per capita* est faible, une hausse du PNB entraînera une hausse de la pollution de l'air. Par contre, lorsque le PNB *per capita* atteint quatre à cinq mille dollars américains, on observe une diminution de la pollution. Or, selon les auteurs, le Mexique aurait atteint une période charnière de sorte qu'une croissance de son PNB devrait engendrer une plus grande concentration de ressources affectées à la préservation de l'environnement. Enfin, à l'aide d'un modèle néo-classique de la théorie du commerce, l'étude de Edward Leamer démontre que la migration du capital et de la main-d'œuvre entre les deux pays devrait conduire à un équilibre des prix et des salaires. Il indique en particulier que les salaires de la main-d'œuvre non qualifiée devraient chuter aux États-Unis.

Manifestement l'ALENA n'affectera pas également toutes les régions des États-Unis car, l'impact des libéralisations sera concentré en fonction des particularités de la structure économique et industrielle de certaines régions. D'ailleurs, la seconde partie de cet ouvrage, qui en constitue le point fort, vise justement à évaluer les effets de l'ALENA sur la localisation de la production aux États-Unis. En premier lieu, Vernon Henderson centre son analyse sur le taux d'emploi dans les villes où se concentre la production dans les secteurs susceptibles de prendre de l'expansion grâce à l'ALENA, les plus importants étant les textiles,

les plastiques et la machinerie. Il ressort de cette analyse que la performance économique d'une ville américaine variera en fonction de sa position d'exportation envers le Mexique ainsi que par la nature de sa production. Ainsi, en fonction de la démarche économétrique adoptée, il est attendu que les villes de Austin, Houston, Anaheim, Los Angeles, San Jose, Phoenix, Boulder et Dallas accusent des gains de milliers d'emplois directement et indirectement reliés aux libéralisations mises en place dans le cadre de l'ALENA. Par contre, les villes du nord des États-Unis, vu leur faible accès au marché mexicain, ne connaîtraient que peu de gains en termes d'emploi. Dans leur contribution, Paul Krugman et Gordon Hanson adoptent une perspective théorique différente du courant de la théorie traditionnelle du commerce selon laquelle les effets des libéralisations sont décrits en termes de spécialisation de la production mue par des avantages comparatifs et la volonté des entreprises d'obtenir des rendements d'économies d'échelles. Dans la perspective de l'approche de la localisation de la production (*locational theory*), non seulement les coûts comparatifs sont retenus comme déterminants, mais aussi, l'accès aux marchés. Vue sous cet angle, la localisation de la production au sein d'un pays est aussi significative que la division de la production entre les pays. Ainsi appliquée, cette démarche est orientée vers l'étude de la situation géographique de la production au Mexique. Il est attendu que la relation centre-périphérie, c'est-à-dire la localisation des entreprises dans les régions ceinturant Mexico afin de desservir le marché national qui s'est développé

sous la politique de substitution aux exportations, devrait s'effriter. Cet effritement déjà amorcé au cours des années quatre-vingt, s'accroîtra avec la réorientation de la production mexicaine, ciblant ainsi dorénavant le marché nord-américain.

Enfin, la troisième partie de l'ouvrage regroupe des études évaluant l'impact de l'ALENA dans des secteurs qui ont fait l'objet de discussions animées chez les politiciens américains : le secteur agricole californien, l'industrie automobile et les services financiers.

Certaines des analyses contenues dans le présent collectif, qui, jusqu'à présent n'étaient disponibles que sous la forme de documents de travail, ont déjà suscité d'intéressantes réflexions quant aux impacts économiques de l'ALENA. Il faudrait mentionner en particulier l'ouvrage *North American Free Trade: Assessing the Impact*, sous la direction de Nora Lustig, Barry P. Bosworth et Robert Z. Lawrence (Washington, The Brookings Institution, 1992). Malgré ses qualités intrinsèques, la simulation à partir de modèles mathématiques formels, qu'il s'agisse d'une démarche économétrique ou d'équilibre général appliqué (les deux étant employés dans cet ouvrage), génère des résultats fort sensibles aux prémisses des chercheurs quant aux économies d'échelles, à la nature de la compétition impliquée, à la mobilité des facteurs de production et bien entendu au degré de libéralisation susceptible de résulter d'un accord commercial. D'autre part, ce collectif brosse un tableau utile de l'impact envisagé de l'ALENA sur les États-Unis et le Mexique. Abondamment illustré

de tableaux et de graphiques et méticuleusement ponctué d'informations sur le cheminement méthodologique des auteurs, l'analyste averti y trouvera une source d'informations significatives pouvant ainsi alimenter sa réflexion sur l'impact économique de l'intégration nord-américaine.

Jean-François FORTIN

Étudiant au doctorat
Département de science politique
Université Laval, Québec

**Pacific Economics
Relations in the 1990s.
Cooperation or Conflict?**

HIGGOTT, R., LEAVER, R. and
RAVENHILL, J. (dirs.). Boulder (Col.),
Lynne Rienner Publishers,
Inc., 1993, 406p.

Les sommets et réunions ministérielles de l'APEC (Asian Pacific Economic Cooperation) à Seattle en 1993 puis à Jakarta en 1994 ont certes représenté un tournant historique. Lors de ces rencontres, les chefs de gouvernement et leurs ministres responsables des dossiers économiques ont pris d'importantes dispositions pour instaurer la communauté économique de la zone Asie-Pacifique, conformément aux recommandations du Groupe des personnalités éminentes (GPE) de l'APEC. Donnant une impulsion à cette vision, les gouvernements concernés se sont entendus pour œuvrer à l'instauration d'un cadre formel pour une coopération économique élargie englobant les pays de l'Asie du Sud-Est et de l'Est, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, et les pays américains qui possèdent un littoral sur l'océan Pacifique, à savoir, le Canada, le Mexique, le Chili et les États-Unis.